

## Rôles et responsabilités du Comité permanent

### Mesures requises :

Le Comité permanent est invité à examiner et approuver le projet de résolution figurant dans le présent document pour communication et examen à la 13<sup>e</sup> Session de la Conférence des Parties.

### Projet de résolution XIII.XX

#### Responsabilités, rôle et composition du Comité permanent et répartition régionale des pays dans le cadre de la Convention de Ramsar sur les zones humides

1. RECONNAISSANT l'intérêt de réviser périodiquement les responsabilités, le rôle et la composition du Comité permanent pour faire en sorte que les travaux du Comité permanent continuent d'être aussi efficaces et d'un bon rapport coût-efficacité que possible;
2. CONSTATANT que la Résolution XII.4, *Responsabilités, rôle et composition du Comité permanent et répartition régionale des pays dans le cadre de la Convention de Ramsar*, est obsolète et que plusieurs tâches énoncées ont déjà été appliquées;
3. RAPPELANT que dans la Résolution IX.24 (2005), *Améliorer la gestion de la Convention de Ramsar*, la Conférence des Parties établissait un Groupe de travail sur la gestion chargé de faire rapport au Comité permanent et à la Conférence des Parties;
4. SACHANT que la supervision du Secrétariat par le Comité permanent est réalisée en son nom, entre les réunions du Comité permanent, par son Comité exécutif (président et vice-président du Comité permanent et président du Sous-groupe sur les finances) en collaboration avec la Secrétaire générale;
5. EXPRIMANT SA SATISFACTION aux membres du Comité exécutif et du Groupe de travail sur la gestion pour leurs efforts;
6. RECONNAISSANT que des incohérences et des contradictions entre les résolutions et les décisions peuvent être source de confusion et d'un manque de clarté pouvant aboutir à des insuffisances dans l'application de la Convention ou, par inadvertance, avoir une incidence négative sur le fonctionnement quotidien du Secrétariat, et que l'application de la Convention peut être améliorée en abrogeant des résolutions et décisions et certaines de leurs parties qui sont obsolètes ou contradictoires; et { Texte fourni par le Groupe de travail sur la facilitation }

7. NOTANT AVEC APPRÉCIATION l'amélioration constante des résultats, de la gestion et de l'optimisation des ressources par l'équipe du Secrétariat sur l'ensemble de la période triennale écoulée et l'intérêt des Parties contractantes pour le rétablissement de niveaux normalisés de supervision tout en maintenant les liens de responsabilité entre les Parties contractantes et le Secrétariat; [Texte fourni par le Groupe de travail sur la facilitation]

#### LA CONFÉRENCE DES PARTIES CONTRACTANTES

8. EXPRIME sa gratitude au président sortant et aux membres du Comité permanent pour leur appui et leur volonté d'assumer une supervision additionnelle sur les activités et l'application de la Convention durant la période triennale 2015-2018. [Texte fourni par le Groupe de travail sur la facilitation]
9. EXPRIME ÉGALEMENT sa gratitude aux Parties contractantes qui siègeront à la présidence et comme membres du Comité permanent après la 13e Session de la Conférence des Parties et qui ont bien voulu accepter la responsabilité de diriger les activités et l'application de la Convention pour la prochaine période triennale.
10. EXPRIME AUSSI sa satisfaction pour les améliorations apportées par le Secrétariat en matière de résultats, de gestion et d'optimisation des ressources ainsi que pour son appui total aux efforts déployés par la Secrétaire générale à cet effet et DÉCIDE de rétablir un taux de supervision normalisé par les Parties contractantes tout en maintenant les relations de responsabilité entre les Parties contractantes et le Secrétariat. [Texte fourni par le Groupe de travail sur la facilitation]
11. ADOPTE le texte contenu dans les annexes 1 à 4, avec les amendements qui mettent à jour la Résolution XII.4 (2015), *Responsabilités, rôle et composition du Comité permanent et répartition régionale des pays dans le cadre de la Convention de Ramsar*.
12. CONFIRME que ce texte actualisé et ses annexes se substituent aux textes adoptés dans la Résolution XII.4 qui est remplacée par la présente Résolution. [Texte fourni par le Groupe de travail sur la facilitation]

## Annexe 1

### Responsabilités, rôle et composition du Comité permanent et répartition régionale des pays dans le cadre de la Convention

1. Considérant qu'il est utile, pour assurer le fonctionnement efficace de la Convention, que les Parties contractantes disposent d'une méthode claire pour le fonctionnement de son Comité permanent, dans la Résolution VII.1(1999), la Conférence des Parties contractantes (COP) a adopté des directives sur la composition, le rôle et les responsabilités du Comité permanent et la répartition régionale des pays dans le cadre de la Convention. Dans la Résolution XII.4 (2015), les Parties ont amendé ce texte et la liste des pays et Parties contractantes assignés à chacune des six Régions Ramsar pour les actualiser.
2. La Convention de Ramsar sur les zones humides a les groupes régionaux suivants :
  - Afrique
  - Amérique du Nord
  - Amérique latine et les Caraïbes
  - Asie
  - Europe
  - Océanie
3. Les Parties contractantes et les États habilités à adhérer à la Convention sont assignés aux groupes régionaux susmentionnés. Cependant, les Parties contractantes qui sont géographiquement proches des limites de la région assignée, comme indiqué dans l'annexe 2, peuvent, à leur demande, participer aux travaux d'un autre groupe régional voisin tout en demeurant membre de leur région géographique assignée, sur notification officielle de cette intention à la COP.<sup>1</sup>
4. Le Comité permanent est constitué selon un système proportionnel en vertu duquel chaque groupe régional mentionné au paragraphe 2 qui précède est représenté, au Comité permanent, par des membres votants selon les critères suivants:
  - a. un représentant pour les groupes régionaux comptant 1 à 12 Parties contractantes;
  - b. deux représentants pour les groupes régionaux comptant 13 à 24 Parties contractantes;
  - c. trois représentants pour les groupes régionaux comptant 25 à 36 Parties contractantes;
  - d. quatre représentants pour les groupes régionaux comptant 37 à 48 Parties contractantes;
  - e. cinq représentants pour les groupes régionaux comptant 49 à 60 Parties contractantes.
5. Chaque région peut nommer un membre suppléant pour chaque membre nommé, ayant le pouvoir plein et entier de représenter la région pour le cas où le représentant ne serait pas en mesure de participer à une réunion du Comité permanent.
6. Les pays hôtes de la session précédente et de la session suivante de la COP sont également des membres du Comité permanent ayant le droit de vote.

---

<sup>1</sup> Voir Résolution XI.19. Dans ce contexte, «participer» n'a pas le même sens qu'«être membre» de l'autre région. La participation confère à l'État le droit de prendre part aux réunions, de s'exprimer, d'échanger des informations, de soumettre des rapports, de coopérer au niveau scientifique et pratique et de contribuer à des projets conjoints. Cependant, «participer» ne confère le droit ni de représenter cette autre région, ni de prendre part à la nomination du/des représentant(s) de cette région, ni de voter au sein de cette autre région.

7. Les représentants régionaux et les membres suppléants sont élus par la Conférence des Parties contractantes sur la base des nominations communiquées par les groupes régionaux établis au paragraphe 2 qui précède. Les groupes régionaux procèdent à l'examen préliminaire des nominations lors de toute réunion régionale intersessions préparatoire de la COP et finalisent les nominations durant leurs réunions régionales organisées sur les lieux de la COP, immédiatement avant l'ouverture de celle-ci, afin que les nouveaux membres du Comité permanent soient nommés le plus tôt possible dans la procédure de la COP, et puissent participer, en qualité d'observateurs, aux réunions du Bureau de la Conférence durant la COP.
8. Le mandat des représentants régionaux commence à la clôture de la session de la Conférence des Parties à laquelle ils sont élus et se termine à la clôture de la session ordinaire suivante de la COP et chaque Partie contractante peut siéger au Comité permanent pour un maximum de deux mandats consécutifs.
9. Les Parties contractantes qui sont des membres du Comité permanent ayant le droit de vote communiquent au Secrétariat, par voie diplomatique, le nom du ou des responsables de l'Autorité administrative Ramsar désignée au niveau national qui seront leurs délégués au Comité permanent ainsi que le nom de leurs remplaçants, le cas échéant.
10. La Partie contractante qui accueille l'hôte institutionnel du Secrétariat continue de jouir du statut d'observateur permanent au Comité permanent. Si le pays d'accueil de l'hôte institutionnel du Secrétariat se présente et est élu membre du Comité permanent pour représenter son groupe régional, il exerce le droit de vote, durant cette période triennale, à la place de son statut d'observateur permanent.
11. Le Secrétariat continue de notifier toutes les Parties contractantes de la date et de l'ordre du jour des réunions du Comité permanent trois mois au moins avant chaque réunion afin qu'elles puissent, au besoin, prendre les dispositions nécessaires pour être représentées à la réunion en tant qu'observateurs.
12. Les pays qui ne sont pas Parties contractantes mais qui ont fait connaître leur intention d'adhérer à la Convention peuvent également être admis en qualité d'observateurs aux réunions du Comité permanent.
13. Le président du Groupe d'évaluation scientifique et technique (GEST) est invité en qualité d'observateur aux réunions du Comité permanent, de même que d'autres experts et/ou institutions dont le Comité permanent pourrait estimer avoir besoin pour traiter de points particuliers de l'ordre du jour.
14. Les organisations internationales qui sont des Organisations internationales partenaires officiels de la Convention sont invitées à participer, en qualité d'observateurs, aux réunions du Comité permanent.
15. En cas de session extraordinaire de la COP dans l'intervalle entre deux sessions ordinaires, le pays hôte peut participer, en qualité d'observateur, aux travaux du Comité sur les questions relevant de l'organisation de la session à condition que le pays en question ne soit pas déjà membre du Comité ou observateur permanent.
16. Les Parties contractantes qui appartiennent à des groupes régionaux ayant un seul représentant au Comité permanent nomment le représentant régional selon un système de rotation. Celles qui appartiennent à des groupes régionaux ayant deux représentants ou plus, sélectionnent

leurs représentants en veillant à préserver un équilibre biogéographique, géopolitique et culturel.

17. À sa première réunion, qui suit immédiatement la clôture d'une COP, le Comité permanent élit son président et son vice-président, ainsi que les membres et le président du Sous-groupe sur les finances établi par la Résolution VI.17 (1996).
18. Le Comité permanent se réunit habituellement une fois par an, normalement au siège du Secrétariat de la Convention, selon le programme indicatif figurant en annexe 4 à la présente Résolution. D'autres réunions du Sous-groupe sur la COP et du Sous-groupe sur les finances peuvent être envisagées durant l'année qui précède la COP, si nécessaire, et sous réserve des fonds nécessaires disponibles, pour assurer la préparation opportune et efficace de la COP. Pour les membres du Comité éligibles à une aide financière, les frais de participation sont couverts par la Convention.
19. Dans le cadre de la politique arrêtée par la Conférence des Parties contractantes, les fonctions du Comité permanent sont les suivantes :
  - a) mener à bien, dans l'intervalle entre deux sessions ordinaires de la Conférence des Parties contractantes, les activités intérimaires jugées nécessaires, au nom de la Conférence, en donnant la priorité aux questions auxquelles la Conférence a déjà donné son accord, notant toutefois que le Comité permanent n'a pas pour mandat de prendre des décisions qui incombent habituellement à la Conférence des Parties contractantes ni d'amender quelque décision que soit qui a été prise par la Conférence des Parties contractantes;
  - b) préparer les questions, y compris, entre autres, les projets de résolutions et de recommandations, qui seront examinés à la session suivante de la COP;
  - c) superviser, en tant que représentant de la Conférence des Parties contractantes, l'application des activités par le Secrétariat, l'exécution du budget du Secrétariat et la conduite des programmes du Secrétariat;
  - d) fournir des orientations et des avis au Secrétariat sur l'application de la Convention, la préparation des réunions et sur toute autre question en rapport avec l'exercice de ses fonctions que lui soumettrait le Secrétariat;
  - e) faire office de Bureau de la Conférence aux sessions de la COP, conformément au Règlement intérieur;
  - f) établir, au besoin, des sous-groupes, pour faciliter la conduite de ses travaux;
  - g) promouvoir la coopération régionale et internationale en faveur de la conservation et de l'utilisation rationnelle des zones humides;
  - h) approuver le programme de travail du GEST sur la base des décisions de la COP, recevoir les rapports du GEST sur les progrès accomplis dans l'application du programme et fournir des orientations sur les activités futures du GEST;
  - i) adopter, à chaque période triennale, les principes opérationnels du Fonds de petites subventions pour la conservation et l'utilisation rationnelle des zones humides et décider de l'attribution des fonds;

- j) réviser, à chaque période triennale, les critères de sélection pour le prix Ramsar pour la conservation des zones humides établi par la Résolution VI.18 et sélectionner les lauréats;
  - k) faire rapport à la COP sur les activités menées dans l'intervalle entre deux sessions ordinaires de la Conférence des Parties contractantes.
20. Les tâches des représentants régionaux élus au Comité permanent sont celles qui figurent en annexe 3 du présent document.
  21. Le Comité permanent, en tant qu'organe subsidiaire de la Conférence des Parties, examine, dans la limite des ressources disponibles, s'il est nécessaire de disposer de services d'interprétation pour les réunions de ses sous-groupes, à la demande de ses membres.
  22. Les Parties contractantes et le Secrétariat s'efforcent de trouver un financement volontaire additionnel pour permettre l'interprétation simultanée lors des réunions du Sous-groupe sur les finances et du Sous-groupe sur la COP.
  23. Le Comité permanent, en tant qu'organe subsidiaire de la Conférence des Parties contractantes, est gouverné, *mutatis mutandis*, par le Règlement intérieur applicable aux sessions de la Conférence.

## Annexe 2

### Répartition des Parties contractantes et des États non-Parties dans les six groupes régionaux

*Note:* Les pays dont les noms figurent en lettres majuscules et en gras sont Parties contractantes à la Convention au moment de l'adoption de la présente Résolution.

#### ***AFRIQUE :***

**AFRIQUE DU SUD**

**ALGÉRIE**

Angola

**BÉNIN**

**BOTSWANA**

**BURKINA FASO**

**BURUNDI**

**CAMEROUN**

**CABO VERDE**

**COMORES**

**CONGO**

**CÔTE D'IVOIRE**

**DJIBOUTI**

**ÉGYPTE**

Érythrée

**ÉTAT DE LIBYE**

Éthiopie

**GABON**

**GAMBIE**

**GHANA**

**GUINÉE**

**GUINÉE-BISSAU**

**GUINÉE ÉQUATORIALE**

**KENYA**

**LESOTHO**

**LIBÉRIA**

**MADAGASCAR**

**MALAWI**

**MALI**

**MAROC**

**MAURICE**

**MAURITANIE**

**MOZAMBIQUE**

**NAMIBIE**

**NIGER**

**NIGERIA**

**OUGANDA**

**RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE**

**RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO**

**RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE**

**RWANDA**

**SAO TOMÉ-ET-PRINCIPE**

**SÉNÉGAL**

**SEYCHELLES**

**SIERRA LEONE**

Somalie

**SOUDAN**

**SOUDAN DU SUD**

**SWAZILAND**

**TCHAD**

**TOGO**

**TUNISIE**

**ZAMBIE**

**ZIMBABWE**

#### ***AMÉRIQUE DU NORD :***

**CANADA**

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE**

**MEXIQUE**

**AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES :**

**ANTIGUA-ET-BARBUDA**

**ARGENTINE**

**BAHAMAS**

**BARBADE**

**BELIZE**

**BOLIVIE [ÉTAT PLURINATIONAL DE]**

**BRÉSIL**

**CHILI**

**COLOMBIE**

**COSTA RICA**

**CUBA**

Dominique

**EL SALVADOR**

**ÉQUATEUR**

**GRENADE**

**GUATEMALA**

Guyana

Haïti

**HONDURAS**

**JAMAÏQUE**

**NICARAGUA**

**PANAMA**

**PARAGUAY**

**PÉROU**

**RÉPUBLIQUE DOMINICAINE**

Saint-Kitts-et-Nevis

**SAINTE-LUCIE**

Saint-Vincent-et-les Grenadines

**SURINAME**

**TRINITÉ-ET-TOBAGO**

**URUGUAY**

**VENEZUELA [RÉPUBLIQUE BOLIVARIENNE  
DU]**

**ASIE :**

Afghanistan

Arabie saoudite

**BAHREÏN**

**BANGLADESH**

**BHOUTAN**

Brunei Darussalam

**CAMBODGE**

**CHINE**

**ÉMIRATS ARABES UNIS**

**INDE**

**INDONÉSIE**

**IRAN, RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D'**

**IRAQ**

**JAPON**

**JORDANIE**

**KAZAKHSTAN**

**KIRGHIZISTAN**

**KOWEÏT**

**LIBAN**

**MALAISIE**

Maldives

**MONGOLIE**

**MYANMAR**

**NÉPAL**

**OMAN**

**OUZBÉKISTAN**

**PAKISTAN**

**PHILIPPINES**

Qatar

**RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE**

**RÉPUBLIQUE DE CORÉE**

**RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE POPULAIRE**

**LAO**

**RÉPUBLIQUE POPULAIRE DÉMOCRATIQUE DE  
CORÉE**

Singapour

**SRI LANKA**

**TADJIKISTAN**

**THAÏLANDE**

**TURKMÉNISTAN**

**VIET NAM**

**YÉMEN**



## **EUROPE**

ALBANIE  
ALLEMAGNE  
ANDORRE  
ARMÉNIE  
AUTRICHE  
AZERBAÏDJAN  
BÉLARUS  
BELGIQUE  
BOSNIE-HERZÉGOVINE  
BULGARIE  
CHYPRE  
CROATIE  
DANEMARK  
ESPAGNE  
ESTONIE  
FÉDÉRATION DE RUSSIE  
FINLANDE  
FRANCE  
GÉORGIE  
GRÈCE  
HONGRIE  
IRLANDE  
ISLANDE  
ISRAËL  
ITALIE

L'EX-RÉPUBLIQUE YOUGOSLAVE DE  
MACÉDOINE  
LETTONIE  
LIECHTENSTEIN  
LITUANIE  
LUXEMBOURG  
MALTE  
MONACO  
MONTÉNÉGRO  
NORVÈGE  
PAYS-BAS  
POLOGNE  
PORTUGAL  
RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA  
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE  
ROUMANIE  
ROYAUME-UNI  
Saint-Marin  
Saint-Siège  
SERBIE  
SLOVAQUIE  
SLOVÉNIE  
SUÈDE  
SUISSE  
TURQUIE  
UKRAINE

## **OCÉANIE :**

AUSTRALIE  
FIDJI  
Îles Cook  
ÎLES MARSHALL  
Îles Salomon  
KIRIBATI  
Micronésie (États fédérés de)  
Nauru  
Niue

NOUVELLE-ZÉLANDE  
PALAOS  
PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE  
SAMOA  
Timor-Leste  
Tonga  
Tuvalu  
Vanuatu

## **Annexe 3**

### **Tâches des Parties contractantes élues en qualité de représentants régionaux au Comité permanent**

Les Parties contractantes qui sont élues en qualité de représentants régionaux au Comité permanent ont les tâches suivantes:

1. Désigner leurs délégués au Comité permanent en tenant compte des responsabilités importantes des représentants régionaux, et faire tout leur possible pour s'assurer que leurs délégués ou leurs remplaçants assistent aux réunions du Comité.
2. Lorsqu'il y a plusieurs représentants régionaux pour un groupe régional, maintenir des contacts réguliers et des consultations entre tous les représentants régionaux.
3. Maintenir des contacts réguliers et des consultations avec les Parties contractantes qui appartiennent à leur groupe régional et saisir toute occasion de voyager dans la région et de participer à des réunions régionales ou internationales pour les consulter sur les questions en rapport avec la Convention et pour promouvoir ses objectifs. À cet effet, lorsqu'il y a plusieurs représentants régionaux, ils doivent décider, d'un commun accord, des Parties contractantes dont chaque représentant régional est responsable.
4. Solliciter l'opinion des Parties contractantes de leur groupe régional avant les réunions du Comité permanent.
5. Conseiller le Secrétariat sur la préparation de l'ordre du jour des réunions régionales.
6. Assumer des responsabilités supplémentaires au sein de sous-groupes établis par le Comité permanent.
7. Fournir des avis, à la demande du président du Comité permanent, des présidents des sous-groupes ou du Secrétariat de la Convention.
8. Dans les régions concernées, s'efforcer d'encourager d'autres pays à adhérer à la Convention.

## Annexe 4

### Programme indicatif des réunions du Comité permanent après 2015 et pour la période triennale 2019-2021

*NOTE* : Le présent programme est conçu à partir des cycles futurs de trois années civiles avec des sessions de la Conférence des Parties en mai/juin de la dernière année de chaque cycle.

	<b>Délais généraux, après 2018</b>	<b>Période triennale 2019-2021</b>
<b>Première réunion plénière</b>	9 mois après la COP13	<b>SC57</b> – juin-juillet 2019
<b>Deuxième réunion plénière</b>	21 mois après la COP13	<b>SC58</b> – juin-juillet 2020
<b>Sous-groupe sur la COP</b> (si nécessaire)	1 an avant la COP14	<b>Sous-groupe sur la COP14</b> (si nécessaire) – juin-juillet 2020
<b>Troisième réunion plénière</b>	6 mois avant la COP14	<b>SC59</b> – janvier 2021
<b>Réunion pré-COP</b>	Immédiatement avant la COP14, sur les lieux de la COP	<b>SC60</b> – juin-juillet 2021